

Dernière modification le 25/07/16 par DAT/AES<sup>1</sup>.

Les « Profils Genre Pays » ont pour objectif d'appuyer les équipes (siège et agences) à développer un dialogue et faciliter la mise en réseau avec nos partenaires dans les pays sur la question de l'intégration du genre dans les opérations de développement. Ces fiches ne sont pas exhaustives, mais se concentrent en priorité sur les secteurs d'intervention de la coopération française dans chaque pays, à savoir pour le Mozambique : l'environnement et les infrastructures. Elles sont pensées comme un outil dynamique amené à évoluer avec la participation de l'agence, à même de combler des lacunes (surlignées en jaune dans le document) ou apporter des informations supplémentaires.

## CONTEXTE

### Enjeux de genre et indicateurs clés en lien avec les secteurs d'intervention de l'AFD

#### Secteurs sociaux

##### • Santé

Les services de soins maternels et néonataux doivent encore gagner en qualité et en accessibilité. En 2015, seulement 54% des naissances étaient assistées par du personnel de santé qualifié et 91% des femmes ont reçu d'attention médicale pendant leur grossesse (GGGR 2015).

Si le taux de mortalité maternelle a chuté de près de 64,8% au cours de 25 dernières années, passant de 1390 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes en 1990 à 489 en 2015 (Banque Mondiale 2015), il reste élevé et éloigné de la cible fixé dans l'OMD 5A<sup>2</sup>.

Avec une moyenne de 5,21 enfants par femme en 2015 le Mozambique fait partie des 15 pays au monde ayant le plus fort taux de fécondité. Seules 12% de femmes mariées ou en union utilisaient une quelconque méthode contraceptive. Le taux d'adolescentes de 15-19 ans enceintes ou déjà mères est de 166 naissances pour 1000 femmes.

- On estime la prévalence du VIH/sida à 11,5% de la population. Le virus serait à l'origine d'environ un décès sur quatre. Les femmes sont davantage touchées par la pandémie : elles sont 1 400 000 à vivre avec le sida, contre 830 000 hommes. Peu d'études ont analysé ce décalage –qu'on retrouve dans de nombreux pays- mais un rapport statistique a été établi entre les violences subies par les femmes et l'infection au VIH ([ONU Femmes](#)). Par ailleurs, les normes sociales jouent également un rôle : difficulté de refuser un rapport non protégé, époux ayant déjà un passé sexuel et risquant de contaminer leur épouse, absence de connaissances par les jeunes femmes des moyens de contamination et de protection etc.

##### • Education

- Membre du Partenariat mondial pour l'éducation, le Mozambique a fait des progrès dans le secteur de l'éducation : entre 2009 et 2014 le taux net de scolarisation des enfants de 6 ans est passé de 67 à 82%. Quant à la parité de genre, elle s'améliore progressivement : en 2015, le taux de scolarisation au niveau primaire des filles était de 85% et celui de garçon 90%. La scolarisation aux niveaux secondaire et supérieur est faible, d'autant plus pour les femmes avec des pourcentages de 18% dans le secondaire et 4% dans le supérieur contre 19% et 6% respectivement pour les hommes.

Le taux d'alphabétisation des femmes est de 41% alors qu'il est de 73% pour les hommes (GGGR 2015)

#### Emploi

• 85% des femmes et 83% des hommes participent à la population active. Ce léger écart d'emploi en défaveur des hommes ne doit pas masquer le fait que les femmes sont surreprésentées dans le secteur informel et qu'elles sont donc nombreuses à être privées de la sécurité de l'emploi et de prestations sociales, à travailler dans des conditions précaires.

• Le chômage des jeunes atteint des proportions très préoccupantes et touche les individus des deux sexes : 39,9% femmes de 15 à 24 ans et 41,6% des hommes du même groupe d'âge sont à la recherche d'un emploi.

#### Agriculture et développement rural

• Les deux tiers de la population vit en milieu rural. La pauvreté y est très élevée : près de 70% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. L'agriculture est à la fois une source d'alimentation et de revenus, mais la productivité agricole est faible. Le rôle joué par les femmes, en charge des cultures vivrières, est majeur, malgré les inégalités d'accès aux

<sup>1</sup> Merci de mettre ces données à jour à la suite de chaque modification. Pour suggérer des modifications contacter [\\_genre@afd.fr](mailto:_genre@afd.fr)

<sup>2</sup> Objectif du Millénaire pour le développement appelant à une réduction de trois-quarts, entre 1990 et 2015, du rapport de mortalité maternelle.

ressources qu'elles subissent. Par ailleurs, les femmes engagées comme travailleuses saisonnières –notamment dans le secteur du sucre- perçoivent des salaires très bas qui ne permettent pas la satisfaction de leurs besoins élémentaires.

- En 2015 37% de la population rurale a accès à une source d'eau améliorée. La corvée d'eau, traditionnellement dévolue aux femmes et aux filles, est chronophage et très pénible physiquement (porter des dizaines de litres d'eau sur de longues distances est cause de fatigue mais aussi de troubles musculo-squelettiques parfois sévères).

### **Développement urbain et transports**

- Les infrastructures dans les villes sont insuffisantes -voire absente dans les bidonvilles. Moins de la moitié de la population urbaine (42% en 2015 selon la Banque Mondiale) a accès à des infrastructures d'assainissement améliorées et 20% de la population urbaine n'a pas accès à une source d'eau améliorée. Comme en milieu rural, c'est généralement aux femmes que revient la charge d'approvisionner le foyer. Une étude a montré que les femmes semblent privilégier les bornes fontaines plutôt que les pompes manuelles, même lorsque la distance à parcourir est plus longue et le prix plus élevé.

L'amélioration du transport public facilite la mobilité des femmes et accroît leur accès à l'emploi et aux services sociaux tels que l'éducation et les centres de santé.

### **Législation<sup>3</sup>**

**Ratification de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes** en 1997, du Protocole CEDEF<sup>4</sup> en 2008 et du **Protocole relatif aux Droits des Femmes en Afrique de la Charte Africaine des droits de l'Homme et des Peuples<sup>5</sup>** en 2005.

Le **Code la Famille** adopté en 2004 institue l'égalité entre les sexes pour tout ce qui relève du droit de la famille (mariage, divorce, partage des biens, autorité parentale...) et interdit formellement toutes les pratiques discriminatoires envers les femmes en matière d'héritage, d'âge du mariage, de traitement des veuves etc.

**Loi sur la violence domestique** adoptée en 2009.

En 2014, le Mozambique est devenu le 4<sup>ème</sup> pays africain dépénalisant l'avortement. Le nouveau Code pénal autorise l'avortement jusqu'à la douzième semaine de grossesse (seizième en cas de viol ou d'inceste).

*Cependant, malgré ces avancées dans les textes, l'application effective de la loi se heurte au poids des traditions patriarcales et à la coutume :*

- Malgré leur interdiction légale, les mariages précoces et la polygamie demeurent répandus dans les zones rurales ;
- Les résistances à la loi concernant l'accès des femmes à la propriété sont importantes.

En raison du manque d'informations sur leurs droits et sur les droits qui les protègent, et des coûts des procédures, les femmes mozambicaines ont un accès restreint à la justice.

### **Stratégies nationales (globales, sectorielles, spécifiques sur le genre)**

#### *Stratégies globales*

**Stratégie nationale de développement** : adoptée en 2014.

#### *Stratégies spécifiques sur le genre*

**Mozambique's Gender Policy, 2006** : (pas d'information plus récente)

**Plan national d'action contre les violences faites aux femmes, 2008-2012** : plan porté par le Ministère de la Femme et de l'Action Sociale.

**Stratégie Genre pour le secteur agricole, 2005** : portée par le Ministère de l'Agriculture, cette stratégie part du constat que les femmes jouent un rôle majeur dans la sécurité alimentaire et la production agricole du pays, mais qu'elles ne sont que 25% à la tête d'une exploitation. Des orientations sont définies afin que l'accès aux ressources soit plus égalitaire, que les femmes bénéficient de davantage d'opportunités et qu'elles améliorent leur productivité. Accès au document [ici](#).

*Documents stratégiques sectoriels incluant la promotion de l'égalité de genre dans leurs actions et objectifs:*

<sup>3</sup> Document synthétique de la FIDH sur les droits des femmes et la législation au Mozambique : lien [ici](#).

<sup>4</sup> Protocole facultatif prévoyant que « des communications peuvent être présentées par des particuliers (...) qui affirment être victimes d'une violation par cet Etat Partie d'un des droits énoncés dans la Convention (CEDEF) ».

<sup>5</sup> Connu comme le « Protocole de Maputo », le texte est adopté en juillet 2003 et symbolise l'engagement des Etats africains à mettre un terme aux discriminations et violences faites aux femmes.

**Plan national d'investissement dans le secteur agricole, 2014-2018** : porté par le Ministère de l'Agriculture, ce plan prend en compte le genre, le handicap et le sida comme des problématiques transversales. La promotion de l'équilibre en termes de genre à tous les niveaux et dans toutes les sphères du secteur agricole est recommandée, de même que la promotion de l'égalité de genre dans les zones rurales. Accès au document [ici](#).

**Plan national stratégique pour l'Éducation et la Culture, 2012-2016** : reconnaissant le besoin d'un soutien particulier pour éviter l'exclusion des élèves du fait de leur genre, statut économique ou besoins spéciaux (notamment en termes de santé), ce plan a pour objectif principal d'accroître l'accès à l'éducation et de réduire les disparités géographiques et de genre. Pour atteindre cet objectif, le plan prévoit notamment la création d'unités genre au sein du ministère et d'instruments spécifiques, la consolidation d'une perspective genre dans le cursus scolaire, la mise en place d'un environnement favorable à tous et à toutes ainsi que des campagnes de plaidoyer. Accès au document [ici](#).

## ACTEURS NATIONAUX

### Responsabilités institutionnelles sur le genre

#### Ministère du genre, l'enfance et l'action sociale

##### • Ministères sectoriels

**Ministère de l'Intérieur** : en son sein existe une unité « Violences domestiques » mais celle-ci est dotée de moyens dérisoires.

##### **Ministère de la Santé** :

Point focal genre : Francelina Romao

##### **Ministère des Ressources minières et de l'Énergie** :

Point focal genre : Gilda Monjane

#### **A compléter (notamment points focaux genre et contacts)**

### Autres acteurs nationaux (recherche, ONG...)

**Women and Law in South Africa (WLSA Mozambique)**: la division mozambicaine du réseau féministe *Women and Law* est active dans la recherche, le plaidoyer, la sensibilisation et l'organisation de formations en matière de justice et d'égalité des sexes. L'organisation mène également un travail d'accueil des femmes victimes de violences. [Site](#)  
Tél. : +258-21-415811 ; email : [adm@wlsa.org.mz](mailto:adm@wlsa.org.mz)

**Association de Femmes pour la démocratie (ASSOMUDE)** : cette association promeut et défend les droits des femmes à travers l'information et la sensibilisation de la population ; elle milite contre la violence de genre en conseillant les femmes et les filles et en menant un travail d'accompagnement.  
Tél. : +258 21 49 6279 ; fax : +258 21 49 6304

**Association des femmes entrepreneures et cadres du Mozambique (ACTIVA)** : créée en 1990, ACTIVA encourage le rôle des femmes dans le développement économique. L'association, qui regroupe de nombreux membres, mène un travail de plaidoyer en faveur d'une réforme de la législation concernant les femmes entrepreneures et mène également un travail de promotion et de sensibilisation.  
Tél. : +258 21 42 3505 ; fax : +258 21 42 35 06

**Association mozambicaine des femmes juristes (AMMCJ)** : cette ONG mozambicaine est l'une des premières à s'être spécialisée dans les droits des femmes. Elle mène des études sur la législation en vigueur et son application, travaille à faire évoluer les politiques et les textes de loi et conseille les femmes dans le domaine juridique.  
Tél. : +258 21 40 82 32 ; email : [ammcj@tropical-web.com](mailto:ammcj@tropical-web.com)

## ACTEURS INTERNATIONAUX (Contacts, projets, littérature)

### ONG internationales intervenant sur le genre

**Oxfam** : active au Mozambique depuis 1978, l'ONG a actuellement trois axes principaux de travail : la lutte contre les violences faites aux femmes, le renforcement des organisations paysannes et la garantie de l'accès aux prestations sociales de base. Compte-tenu de la faiblesse des femmes mozambicaines d'un point de vue socio-économique et politique, Oxfam a

fait le choix d'une approche sexospécifique dans l'ensemble des programmes mis en place dans le pays.

Tél. : +32 2 5016700 (Bruxelles) ; fax : +32 2 5118919 ; email : [oxfamsol@oxfamsol.be](mailto:oxfamsol@oxfamsol.be)

**CARE International** : présente dans le pays depuis 1984, l'ONG s'est fixée comme axes de travail pour la période 2014-2020 de lutter contre la pauvreté et d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle tout en donnant aux filles et aux femmes la possibilité d'exercer leurs droits. Plus d'informations [ici](#).

Contact : Barbara Jackson ; tél. : +258 21 49 20 64 ; email : [barbara@care.org.mz](mailto:barbara@care.org.mz)

**AFRICARE** : depuis 1984, l'ONG a mené des actions dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, du renforcement économique, de la santé maternelle et infantile, de la prise en charge des enfants vulnérables et orphelins, du VIH et de l'*empowerment* des femmes. [Site](#)

Tél. : 258-21-41-59-60; fax: 258-21-41-59-62; email : [rabilio@africare.org](mailto:rabilio@africare.org)

**Pathfinder International** : cette ONG spécialisée dans les droits sexuels et reproductifs est présente au Mozambique depuis 1997. Le travail qu'elle y effectue couvre les questions de planification familiale, de santé reproductive et maternelle à l'échelle communautaire, ainsi que la prise en charge de certaines maladies (VIH et malaria). L'organisation vient également en aide aux populations marginalisées telles que les travailleuses du sexe ou les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes. Son objectif est d'améliorer l'accès aux services communautaires et cliniques ainsi que le respect des droits humains. [Site](#)

Tél. /fax. : 258-21-416-607

## Organisations internationales et bailleurs intervenant sur le genre

**ONU Femmes** : Au Mozambique, le travail de l'ONU Femmes se concentre principalement sur la lutte contre les violences faites aux femmes et contre le sida, la budgétisation sensible au genre et la réduction des risques avec une approche sensible au genre.

Contact : Florence Raes ; tél. : +258 21 49 1031/2 ; fax: +258 21 49 1034

**FNUAP** : En 2014, près de 70% des dépenses du FNUAP au Mozambique (soit près de 7 millions de dollars) ont été destinées à des programmes de santé maternelle, sexuelle et reproductive, de planification familiale et de lutte contre le sida. 6% des dépenses (soit environ 571 000\$) ont été destinées à des programmes en faveur de l'égalité de genre. Les jeunes adolescentes font l'objet d'une attention particulière, notamment en termes d'éducation sexuelle et de santé sexuelle et reproductive.

Contact: Bettina Maas; tél. : (258) 21490686 ; email : [foffice@unfpa.uem.mz](mailto:foffice@unfpa.uem.mz)

**USAID** : Des actions sont menées par USAID dans le domaine de l'agriculture et de l'assistance alimentaire (dans les programmes de sécurité alimentaire USAID met l'accent sur les femmes et sur les inégalités d'accès aux ressources), la démocratie, les droits humains et la gouvernance, le commerce, l'éducation, l'environnement et la santé. Une initiative contre la violence de genre a été lancée, avec une approche holiste qui vise à augmenter et améliorer la coordination entre les différents efforts de prévention, à améliorer les politiques concernant la violence de genre et la qualité et disponibilité des services d'accompagnement et de soins.

Tél. : +258 21 352 000 ; fax : +258 21 352 100 ; email : [shjohnson@usaid.gov](mailto:shjohnson@usaid.gov)

**Banque africaine de développement** : active dans le pays depuis 1977, la BAD s'est dotée d'une [stratégie genre](#) ambitieuse. Au Mozambique, le projet de corridor routier de Nacala a anticipé les impacts en termes de genre et les a pris en compte : les communautés impactées par les travaux ont été sensibilisées à l'égalité de genre et les femmes ont bénéficié de 20% des emplois non qualifiés pendant la construction et 10% pendant la mise en œuvre. Par ailleurs, la construction de points d'eau et de marchés a eu des retombées positives pour tous.

Contact: Joseph Ribeiro; tél. : (+258) 21326409 ; email : [j.ribeiro@afdb.org](mailto:j.ribeiro@afdb.org)

**SIDA** : les domaines prioritaires d'aide identifiés par la Coopération suédoise pour les années à venir sont la démocratie et les droits humains, l'agriculture, les infrastructures et la recherches/éducation supérieure. Le genre est pris en compte de manière transversale dans les différents programmes et fait l'objet d'une production de connaissances. Accroître le rôle des femmes dans le développement et atteindre l'égalité de genre font partie des objectifs de l'ambassade suédoise au Mozambique.

Tél. : +46 (0)8 698 50 00 (Stockholm) ; email : [sida@sida.se](mailto:sida@sida.se)

**NORAD**: les secteurs prioritaires de la Coopération norvégienne dans le pays sont le secteur privé, l'agriculture et l'énergie. Le genre est pris en compte dans ces différents secteurs : une enquête a été publiée en 2014 sur la réduction des inégalités dans les pêcheries et l'aquaculture (voir dernière section de ce profil) et un plan d'action genre spécifique au secteur énergétique a été élaboré en partenariat avec ENERGIA afin d'offrir des opportunités égales aux femmes et aux hommes.

Tél. : +258 21 480100 (ambassade norvégienne à Maputo) ; email : [emb.maputo@mfa.no](mailto:emb.maputo@mfa.no)

## Projets sur le genre des ONG, organisations internationales et bailleurs

## Projets/programmes sur le genre

**FAO** « Programme des Ecoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage à la vie pour les jeunes » : destiné à améliorer les capacités agricoles et entrepreneuriales des élèves et à renforcer les capacités des associations et organisations de jeunes agriculteurs/agricultrices, ce programme offre des exemples de bonnes pratiques en matière de genre. Au cours de la formation une sensibilisation aux questions juridiques (notamment concernant l'accès au foncier) et un renforcement des capacités favorisent la prise de conscience par les jeunes filles rurales de leurs droits. Les attitudes de respect d'égalité entre les sexes sont favorisées (les jeunes ont les mêmes rôles et responsabilités quel que soit leur sexe).

**Comité français pour la solidarité internationale (CFSI)** « Développer l'agriculture pour nourrir les villes » : mis en place en 2010-2011 par l'ONG Essor ce projet a permis la formation de 44 techniciens agricoles à des méthodes de cultures plus respectueuses de l'environnement. Ces 44 techniciens ont ensuite formés près de 700 agriculteurs, dont 80% de femmes. Celles-ci ont été formées au dialogue avec les fournisseurs : elles pourront ainsi mieux négocier les achats de semences et de matériel.

Contact siège Essor à Paris : 33 (0)3 20 83 04 15; email : [essor.contact@free.fr](mailto:essor.contact@free.fr)

Contact Essor au Mozambique : 258 82 30 42 543 ; email : [essor.moz@gmail.com](mailto:essor.moz@gmail.com)

**ActionAid** Projet « Non à la violence faite aux filles en milieu scolaire » : mené sur une période de cinq ans (2008-2013) dans trois pays (Mozambique, Kenya et Ghana) ce projet a mêlé des initiatives communautaires et de recherche ainsi que des campagnes de plaidoyer, afin de lutter contre la violence de genre en milieu scolaire et d'autonomiser les filles.

**ONU-Habitat** : « Programme d'*empowerment* des entrepreneures urbaines à travers le développement du logement et la propriété foncière » : un plan de développement urbain avec des maisons à bas coûts construites à partir de matériaux locaux et résistantes aux tremblements de terre a été élaboré à Manica.

**ONU Femmes** Programme « Accès des femmes au *leadership* dans la paix, la sécurité et la réponse humanitaire » : afin d'accroître les capacités des femmes dans les processus de paix et de sécurité et de mieux intégrer l'égalité de genre dans les actions humanitaires, ONU Femmes renforce les capacités des femmes dans la police et apporte un soutien à l'Institut national de gestion des catastrophes, afin qu'il intègre davantage les problématiques liées au genre.

## Travaux de production de connaissance des ONG et bailleurs

"A case study on the Mozambique strategy for gender, environment and climate change", RIO+ N°1, PNUD, 2014: [lien](#)

"Gender and Climate change: Mozambique case study", Heinrich Böll Stiftung: accès au document [ici](#).

"How to reduce gender discrimination in the fisheries and aquaculture sectors, study of fisheries and aquaculture value chains in Mozambique", NORAD, 2014: accès au document [ici](#).

"Multisectoral responses to gender-based violence in Mozambique", note technique Pathfinder, 2015: accès [ici](#).

"Women's access to financial services in Mozambique", UK Aid, 2014 : accès au document [ici](#).